



Arrêt

n° 225 021 du 20 août 2019
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : A son domicile élu chez :
Me Charles EPEE
Avenue Louise 131/2
1050 BRUXELLES

contre:

l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration

LE PRESIDENT DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 14 août 2019, par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, tendant à la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de la décision de refus de visa , prise le 24 juillet 2019.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu les articles 39/82 et 39/84 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 14 août 2019 convoquant les parties à l'audience du 19 août 2019.

Entendu, en son rapport, S. BODART, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me C. EPEE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me S. ARKOULIS loco Me D. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

I. FAITS

1. La requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour provisoire auprès de l'ambassade de Belgique à Yaoundé, pour entamer des études en Belgique.

2. Le 24 juillet 2019, la partie défenderesse a pris une décision de refus de délivrance de l'autorisation de séjour sollicitée. La requérante expose, sans être sérieusement contredite, que cette décision lui a été notifiée le 5 août 2019. Il s'agit de l'acte attaqué, qui est motivé comme suit:

« Considérant que l'article 58 reconnaît à l'étranger qui désire faire des études en Belgique et qui remplit les différentes conditions qu'il fixe, un droit automatique à l'autorisation de séjourner plus de trois mois en Belgique ; qu'en vertu de cette disposition, la compétence du Ministre ou de son délégué est une compétence liée, l'obligeant à reconnaître ce droit dès que l'étranger répond aux conditions limitatives prévues pour son application mais également dans le respect de l'objet même de la demande telle qu'elle a été prévue par le législateur à savoir, un étranger qui désire faire en Belgique des études dans l'enseignement supérieur ou y suivre une année préparatoire à l'enseignement supérieur en Belgique ; qu'il est donc imposé à l'autorité administrative l'obligation d'accorder un visa pour études dès lors que le demandeur a déposé les documents qui lui sont demandés de produire aux points 1° à 4° et que l'administration a pu vérifier, le cas échéant, la volonté du demandeur de faire des études dans l'enseignement supérieur ou y suivre une année supérieure préparatoire à l'enseignement supérieur en Belgique ; que ce contrôle ne saurait être considéré comme une condition supplémentaire que la partie défenderesse ajouterait à l'article 58 de la loi du 15/12/1980 mais doit être compris comme un élément constitutif de la demande elle-même dès lors qu'il permet à la partie défenderesse de vérifier si le demandeur a effectivement l'intention d'étudier en Belgique. (Arrêt n° 23 331 du 19 février 2009 du Conseil du contentieux dans l'affaire 37 598 / III) ;

Considérant que dans cette optique, il est demandé à l'intéressé, lors de l'introduction de cette demande, de répondre à un questionnaire dans lequel il lui est demandé de retracer son parcours d'études, de faire le lien avec les études projetées en Belgique, d'expliquer sa motivation à suivre cette formation en la plaçant dans une perspective professionnelle ; que, par la suite, il a l'occasion d'explicitier et/ou de défendre son projet lors d'un entretien avec un conseiller en orientation ; que ce questionnaire et cet entretien ont pour but de lui permettre de démontrer la réalité de son intention de réaliser son projet de venir en Belgique en tant qu'étudiant pour y poursuivre des études supérieures ;

Considérant qu'il appert que les réponses, imprécises, incohérentes voire inexistantes ou hors propos, apportées aux différentes questions démontrent que l'étudiant n'a pas recherché les informations concernant les études envisagées avec tout le sérieux requis par un étudiant étranger décidant d'entreprendre la démarche coûteuse d'études en Belgique et résolu à s'impliquer personnellement dans un projet d'études sérieux ; qu'ainsi, par exemple ;

- elle ne peut décrire le programme des cours de la formation choisie alors que ce programme a dû être déterminant dans le choix de l'orientation des études et/ou de l'établissement d'enseignement ;

- elle ne peut établir aucun projet professionnel précis établissant un lien entre les études choisies et un secteur d'activité particulier ;

- elle ne peut établir de manière synthétique son projet de formation en Belgique, en prévoyant des alternatives constructives en cas d'échec et en plaçant et en le plaçant dans une perspective professionnelle ;

Qu'en conséquence, son projet global reste imprécis.

Considérant que l'intéressée a obtenu son baccalauréat en 2015 ; qu'elle a ensuite suivi deux années de licence en biochimie à l'université de Douala au Cameroun ; considérant qu'elle a ensuite suivi une année d'études en technique de laboratoire au sein du groupe ISEM-IBCG ; considérant qu'elle n'explique pas si elle compte mener cette formation à son terme avant de venir en Belgique et, le cas contraire, pourquoi elle l'abandonne alors qu'elle arrive presque à la fin».

II. RECEVABILITE

II.1. Thèse de la partie défenderesse

3. La partie défenderesse soulève une exception d'irrecevabilité du recours en suspension d'extrême urgence de l'exécution de la décision de refus de visa, en raison de la nature de l'acte attaqué.

Elle soutient, en substance, que l'article 39/82, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 permet uniquement à l'étranger qui « fait l'objet d'une mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'exécution est imminente » de recourir à cette procédure. Se référant à l'arrêt de la Cour constitutionnelle n°141/2018 du 18 octobre 2018, elle soutient que l'exigence d'un recours suspensif de plein droit est limitée à des cas exceptionnels et ne peut s'étendre à toutes les situations. Selon elle, par l'arrêt précité, la Cour constitutionnelle rappelle que cette procédure vise uniquement les cas où un étranger fait l'objet d'une mesure de refoulement ou d'éloignement dont l'exécution est imminente. Elle estime que le fait que la Cour ait focalisé ses enseignements à la question particulière de la mesure d'interdiction d'entrée n'implique pas que ceux-ci ne doivent pas être appliqués à d'autres actes individuels tels que les décisions de refus de visa.

II.2. Décision

4. Le Conseil rappelle que lorsqu'elles appliquent les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, la juridiction nationale est-elle tenue d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, se conformer, à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE »). En outre, la juridiction doit, eu égard à l'article 288, troisième alinéa, du TFUE, présumer que l'État membre a eu l'intention d'exécuter pleinement les obligations découlant de la directive concernée (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 112 et 113).

5. A cet égard, l'article 34.5 de la directive 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au dispose comme suit:

6. «5. Toute décision déclarant irrecevable ou rejetant une demande ou toute décision de refus de renouvellement ou de retrait d'une autorisation est susceptible d'un recours dans l'État membre concerné, conformément au droit national. La notification écrite indique la juridiction ou l'autorité administrative auprès de laquelle le recours peut être introduit, ainsi que le délai dans lequel il doit être formé ».

7. Cette disposition doit se lire à la lumière de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui prévoit que « [t]oute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal ». Dans la mesure du possible, le Conseil est donc tenu d'interpréter le droit interne de manière à se conformer à cette disposition et d'offrir un recours effectif aux requérants ».

8. Conformément à l'article 39/82, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 « [l]orsqu'un acte d'une autorité administrative est susceptible d'annulation en vertu de l'article 39/2, le Conseil est seul compétent pour ordonner la suspension de son exécution. Suivre le raisonnement de la partie défenderesse reviendrait dès lors à admettre que le législateur belge n'a prévu aucun recours effectif lorsqu'une demande de suspension d'un refus de visa nécessite un examen en extrême urgence, en contradiction avec une obligation découlant d'une directive européenne.

9. Or cette lecture de la loi n'est pas la seule qui soit possible. En effet, l'article 39/82, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit également qu'« [e]n cas d'extrême urgence, la suspension peut être ordonnée à titre provisoire sans que les parties ou certaines d'entre elles aient été entendues». Il faut en déduire une compétence générale et exclusive du Conseil à statuer sur une demande de suspension qui serait introduite, le cas échéant en extrême urgence, à l'encontre d'actes d'une autorité administrative susceptibles d'annulation en vertu de l'article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980, dont les décisions de refus de visa. Toute autre interprétation aboutirait à priver dans certains cas les personnes concernées d'une voie de recours effective lorsque la procédure en suspension ordinaire ne pourrait pas suffire à prévenir le risque d'un préjudice grave difficilement réparable résultant de la décision entreprise.

10. Quant à l'article 39/82, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, qui est invoqué par la partie défenderesse à l'appui de sa thèse, une lecture de la loi conforme à l'article 34.5 de la directive 2016/801 amène à considérer qu'il régit l'hypothèse particulière de l'étranger qui « fait l'objet d'une mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'exécution est imminente », soit une hypothèse qui n'est

pas rencontrée en l'espèce, l'acte dont la suspension de l'exécution est demandée étant une décision de refus d'autorisation de séjour provisoire et non une mesure d'éloignement dont l'exécution est imminente. Dans ce cas, des délais et des modalités particulières sont imposés par le législateur pour mouvoir une procédure en extrême urgence.

11. Au vu de ce qui précède, et dans les limites d'un examen mené dans les conditions de l'extrême urgence, le Conseil estime que la partie requérante est en principe fondée à solliciter, en vertu de l'article 39/82, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, la suspension d'extrême urgence de l'exécution d'une décision de refus de visa, sous réserve de la vérification, en l'espèce, de la réunion des conditions de la suspension d'extrême urgence.

L'exception d'irrecevabilité est rejetée.

III. Les conditions de la suspension d'extrême urgence

12. L'article 43, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après dénommé le « Règlement de procédure ») stipule que, si l'extrême urgence est invoquée, la demande de suspension doit contenir un exposé des faits qui justifient cette extrême urgence.

En outre, conformément à l'article 39/82, § 2, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, la suspension de l'exécution d'un acte administratif ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de l'acte contesté sont invoqués et à la condition que l'exécution immédiate de l'acte risque de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Il résulte de ce qui précède que les trois conditions susmentionnées doivent être remplies cumulativement pour qu'une demande de suspension d'extrême urgence puisse être accueillie.

IV. Extrême urgence

IV.1. Thèse des parties requérantes

A. Requête

13. La partie requérante présente en ces termes la raison pour laquelle une décision sur sa demande de suspension de l'exécution de l'acte attaqué devrait être prise en extrême urgence:

« [L]e recours à la procédure d'extrême trouve sa justification et sa nécessité en ce que la procédure de suspension ordinaire ne permettra pas de prévenir efficacement la réalisation du préjudice grave allégué.

En effet, l'intéressé pourrait perdre tout intérêt à son recours, dans le cadre d'une procédure dont l'instruction prend plus de temps, dans la mesure où ce recours concerne une demande de visa pour poursuivre des études durant l'année académique 2019-2020 ».

14. Elle indique, par ailleurs, avoir fait preuve de la diligence requise pour saisir le Conseil.

B. Note d'observations

15. La partie défenderesse soutient que l'extrême urgence n'est pas démontrée. Elle estime que « la partie requérante ne démontre pas en quoi il y aurait un péril imminent qui justifierait la suspension en extrême urgence de la décision de refus de visa ». Selon elle, « rien n'indique que la partie requérante ne pourrait poursuivre ses études au pays d'origine ni qu'il faudrait impérativement qu'elle débute des études en Belgique et qu'il y aurait péril imminent ».

IV.2. Décision

16. L'imminence du péril invoquée par la partie requérante tient à l'impossibilité d'obtenir en temps utile, soit avant le début de l'année académique, une décision du Conseil selon la procédure de suspension ordinaire.

17. La partie défenderesse ne peut pas être suivie en ce qu'elle confond la condition de l'extrême urgence et celle du préjudice grave difficilement réparable. Or, la condition de l'extrême urgence se limite à imposer que le requérant puisse démontrer que la procédure ordinaire ne lui permettrait pas de prévenir en temps utile le préjudice qu'il dit redouter. En l'espèce, le préjudice invoqué tient au risque que le requérant ne puisse pas entamer ses études en Belgique durant l'année académique 2019/2020 si l'exécution de la décision attaquée n'est pas suspendue avant le début de cette année académique.

La partie défenderesse ne conteste pas, à cet égard, qu'un arrêt du Conseil ne pourrait pas intervenir en temps utile s'il devait être pris selon une procédure de suspension ordinaire.

L'extrême urgence est de la sorte suffisamment démontrée.

V. MOYEN

V.1. Thèse de la requérante

18. La requérante prend un moyen unique « de la violation de la Directive 2016/801 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 11 mai 2016, relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair ; de la violation des articles 58, 59 et 62 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ; de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ; de l'erreur manifeste d'appréciation ; de la violation des principes de bonne administration en ce entendu le principe de proportionnalité, le principe du raisonnable, le principe de précaution ou minutie ».

19. Dans une première branche, elle soutient, en substance, que la partie défenderesse ne fait valoir aucun motif sérieux et objectif pour établir qu'elle aurait eu l'intention de séjourner à d'autres fins que celles pour lesquelles elle demande une autorisation de séjour. Elle ajoute que l'« argumentation de la partie adverse ne permet d'inférer aucune conclusion dès lors que l'intéressée dans sa lettre de motivation explicite clairement et minutieusement son choix délibéré de poursuivre ses études dans son domaine de prédilection ». Elle précise qu'elle a mentionné dans cette lettre « qu'elle a opté pour la Belgique pour de très bonnes raisons notamment lorsqu'elle expose : 'continuer mes études dans une université en Belgique me permettra d'acquérir des connaissances dans le domaine médical tant en bénéficiant du matériel, des meilleurs laboratoires et bibliothèques' ». Selon elle, « il ne fait aucun doute que la Belgique est le pôle par excellence des formations dispensées dans le domaine médical et la reconnaissance internationale des diplômes qui y sont délivrés n'est plus à démontrer ».

20. Elle conteste, par ailleurs, les conclusions tirées par la partie défenderesse des réponses qu'elle a fournies au questionnaire qui lui a été soumis « selon des modalités et des contraintes qui lui sont extérieures et imposées ». Selon elle, ses réponses ont été « fortement influencées par le contexte et le déroulé de l'interview, en l'occurrence le délai raisonnable de réponse, l'éventuelle pression psychologique des interviewers, du temps d'attente, des conditions atmosphériques, etc. ». Elle considère qu'« en l'absence de conditions minimales, garanties et contrôlées relatives à l'interview réalisé, la partie adverse ne saurait inférer des seules réponses fournies que la réalité du projet d'études de l'intéressée n'est aucunement avérée ».

21. Dans une deuxième branche, elle fait valoir que « qu'en l'espèce, au regard des réponses fournies par l'intéressée, à son dossier administratif et notamment sa lettre de motivation, la conclusion et les éléments cités par la partie adverse apparaissent nécessairement comme une appréciation manifestement fautive du dossier de l'intéressée et de ses intentions réelles ». Elle soutient que « la partie adverse prend pour établi des faits, notamment le caractère imprécis du projet de l'intéressée, qui sont en contradiction manifeste avec certains éléments du dossier administratif en l'occurrence la lettre de motivation et certains éléments de réponses fournies dans le questionnaire ASP ». Elle estime que la partie défenderesse n'a pas fondé sa décision des motifs sérieux et objectifs et qu'elle « manque au respect du principe du raisonnable et de proportionnalité dès lors qu'elle ne se fonde que sur le questionnaire pour lequel l'intéressée n'a pas bénéficié d'un temps de réponse adéquat ». Selon elle « il surgit une disproportion manifeste entre la marge d'appréciation dont bénéficie la partie adverse dans le cadre d'une compétence liée, les éléments sur lesquels elle se fonde et les effets et le préjudice résultant de la décision prise ». Elle considère que le caractère déraisonnable de la décision attaquée est d'autant patent.

V.2. Décision

22. Le moyen paraît irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de la directive 2016/801 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 11 mai 2016, à défaut d'indiquer précisément quelle disposition de la directive aurait été violée. Le Conseil rappelle, en outre, que la violation d'une disposition d'une directive européenne ne peut être directement invoquée devant le juge national qu'à la double condition qu'il soit démontré que cette disposition n'a pas été transposée, ou qu'elle ne l'a pas correctement été, et que cette disposition soit suffisamment claire, précise et inconditionnelle pour faire naître un droit dont puisse se prévaloir l'intéressé. Rien de tel n'est indiqué dans la requête.

23. Le moyen est également irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de l'article 59 de la loi du 15 décembre 1980, à défaut pour le requérant d'expliquer en quoi cette disposition serait violée en l'espèce.

24. En ce que le moyen est pris des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980, la décision attaquée est motivée en la forme. Cette motivation permet à la partie requérante de comprendre pourquoi sa demande a été rejetée et les développements de la requête démontrent d'ailleurs qu'elle ne s'y est pas trompée.

25. La partie requérante reproche à la partie défenderesse de s'être basée uniquement sur le formulaire rempli par la requérante et de ne pas avoir tenu compte de sa lettre de motivation. Le Conseil observe toutefois que dans cette lettre de motivation la requérante se borne, en réalité, à indiquer qu'un proche de la famille « qui s'y connaît dans le domaine » a décidé de la prendre en charge et a « jugé mieux de [l']inscrire dans un centre d'études supérieures optométrie appliquée pour une formation de bonne qualité ». La partie requérante n'expose pas en quoi cette explication compenserait le caractère lacunaire de ses réponses au formulaire qu'il lui était demandé de remplir. L'obligation de motivation de la partie défenderesse ne l'oblige pas à citer chaque pièce du dossier administratif sur lequel elle base son raisonnement. Pour que la décision soit adéquate, il faut, mais il suffit, qu'elle repose sur les éléments de fait figurant dans le dossier administratif et sur les éléments de droit pertinents au regard de la décision à prendre. En l'espèce, rien ne permet de considérer que tel n'aurait pas été le cas.

26. L'article 58 de la loi du 15 décembre 1980 dispose notamment comme suit :

« Lorsque la demande d'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume est introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge par un étranger (qui désire faire en Belgique des études dans l'enseignement supérieur ou y suivre une année préparatoire à l'enseignement supérieur) cette autorisation doit être accordée si l'intéressé ne se trouve pas dans un des cas prévus (à l'article 3, alinéa 1er, 5° à 8°) et s'il produit les documents ci-après :

1° une attestation délivrée par un établissement d'enseignement conformément à l'article 59;

2° la preuve qu'il possède des moyens de subsistance suffisants;

3° un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies ou infirmités énumérées à l'annexe de la présente loi;

4° un certificat constatant l'absence de condamnations pour crimes ou délits de droit commun, si l'intéressé est âgé de plus de 21 ans [...]».

Cet article reconnaît ainsi à l'étranger qui désire faire des études en Belgique et qui remplit les différentes conditions qu'il fixe, un droit automatique à l'autorisation de séjourner plus de trois mois en Belgique. Le Ministre ou de son délégué est, par conséquent, obligé de reconnaître un droit de séjour à l'étranger qui répond aux conditions limitativement prévues par cet article. Il convient toutefois que la demande s'inscrive dans le respect de l'hypothèse prévue par le législateur, à savoir celle de la demande introduite par « un étranger qui désire faire en Belgique des études dans l'enseignement supérieur ou y suivre une année préparatoire à l'enseignement supérieur en Belgique ».

Il en découle que l'administration peut et doit vérifier la volonté du demandeur de faire des études dans l'enseignement supérieur ou de suivre une année préparatoire à l'enseignement supérieur en Belgique.

La partie requérante ne lui conteste d'ailleurs pas cette compétence. Elle convient, notamment, que l'article 20.2.f), de la directive 2016/801 prévoit expressément que les États membres peuvent rejeter une demande lorsque l'État membre possède des preuves ou des motifs sérieux et objectifs pour établir

que le ressortissant de pays tiers séjournerait à d'autres fins que celles pour lesquelles il demande son admission. Elle soutient toutefois que tel n'est pas le cas en l'espèce.

27. La décision attaquée indique, à cet égard, qu'« il est demandé à l'intéressé, lors de l'introduction de cette demande, de répondre à un questionnaire dans lequel il lui est demandé de retracer son parcours d'études, de faire le lien avec les études projetées en Belgique, d'expliquer sa motivation à suivre cette formation en la plaçant dans une perspective professionnelle ». La partie défenderesse estime que les réponses apportées aux différentes questions démontrent que la requérante n'a pas recherché les informations concernant les études envisagées avec tout le sérieux requis. Elle donne plusieurs exemples de ses réponses ou de son absence de réponse et en conclut que ces éléments mettent en doute le motif même de son séjour, à savoir la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur en Belgique. Elle y voit « un faisceau de preuves suffisant d'une tentative de détournement de procédure du visa pour études à des fins migratoires ».

28. Le Conseil constate, à ce sujet, notamment, que l'une des questions principales du formulaire en question se lit comme suit : « Décrivez votre projet d'études complet en Belgique, en précisant les points importants du programme des cours de la formation choisie, les perspectives d'études futures ainsi que vos aspirations professionnelles. Précisez également vos alternatives en cas d'échec dans la formation envisagée ». Un espace d'une page est réservé pour la réponse à cette question. Au vu de l'intitulé de la question et de l'espace prévu pour y répondre, la requérante ne pouvait pas en ignorer l'importance. Or, elle n'y fournit aucune indication concernant le programme des cours et se borne à indiquer qu'elle est « passionnée par les sciences humaines » et qu'elle a pour projet d'avoir son diplôme de bachelier en trois ans. La partie défenderesse a légitimement pu conclure de cette réponse creuse que la requérante ne peut pas décrire le programme des cours de la formation choisie. A première vue, un tel constat suffit à démontrer l'absence de réel projet d'études.

29. La requérante a, par ailleurs, laissé vierge la rubrique consacrée à l'indication de son projet professionnel en lien avec les études projetées. Non seulement, elle n'apporte aucune réponse à la question portant sur les débouchés offerts par le diplôme qu'elle obtiendrait à la fin de ses études, mais elle ne répond pas davantage à la question l'invitant à expliquer ses projets au niveau professionnel. Or cette question indique sans ambiguïté que la réponse doit tenir compte de questions précises portant sur la profession qu'elle souhaite exercer et le rapport avec les études projetées, sur les secteurs d'activités qui l'attirent et sur l'endroit où elle souhaite travailler à la fin de ses études. Un espace d'une page et demie est prévu pour la réponse. La requérante ne pouvait donc pas non plus en ignorer l'importance. *Prima facie*, la partie défenderesse a valablement pu en conclure que la requérante « ne peut établir aucun projet professionnel précis établissant un lien entre les études choisies et un secteur d'activité particulier ».

30. La requérante a également laissé vierge l'espace prévu pour indiquer ce qu'elle comptait faire si en cours d'année, elle se rendait compte que l'enseignement ne lui convenait pas ou s'il apparaissait qu'elle n'obtiendrait pas le niveau de connaissance suffisant pour les études supérieures projetées. L'absence de toute réponse à cette question, ajoutée à l'absence de réponse ou de réponse consistante aux deux rubriques visées *supra*, a tout aussi légitimement pu amener la partie défenderesse à constater que la requérante ne peut pas « établir de manière synthétique son projet de formation en Belgique, en prévoyant des alternatives constructives en cas d'échec et en le plaçant dans une perspective professionnelle ».

31. L'affirmation selon laquelle la requérante n'aurait pas disposé du temps nécessaire pour remplir ce questionnaire ne permet pas de parvenir à une autre conclusion. D'une part, cette affirmation ne repose que sur la seule déclaration de la requérante, cette déclaration ne permettant toutefois pas de comprendre en quoi le délai qui lui a été imparti ne permettait pas de remplir de manière suffisante le formulaire qui lui était remis. D'autre part, rien n'autorise à penser que le service chargé de remettre un avis aurait sciemment empêché la requérante de répondre aux questions destinées à préparer l'entretien. Il ressort, en outre, du dossier administratif, que la requérante a également eu un entretien avec un conseiller afin de préciser son *cursus*, sa motivation et sa situation personnelle, en sorte qu'elle a disposé de la possibilité de faire valoir, à cette occasion, un éventuel manque de temps pour compléter le questionnaire, voire de compléter celui-ci si elle l'avait souhaité.

32. Quant à la lettre de motivation envoyée par la requérante, son caractère très vague a déjà été relevé plus haut. Le Conseil constate que contrairement à ce que soutient la partie requérante, rien n'autorise à considérer que la partie défenderesse n'en aurait pas tenu compte. La seule circonstance

qu'il n'en est pas fait mention dans la décision n'autorise, en effet, pas à tirer une telle conclusion. La partie requérante est, à cet égard, en défaut de démontrer que cette lettre contenait des éléments d'appréciation qui auraient concrètement pu éclairer la partie défenderesse, et qu'elle n'aurait pas dûment pris en compte. Dans les limites d'un examen mené dans les conditions de l'extrême urgence, le Conseil n'aperçoit dans le chef de la partie défenderesse ni erreur manifeste d'appréciation ni défaut de prise en compte de tous les éléments de la cause. La décision attaquée n'apparaît, à ce stade, pas non plus déraisonnable ou disproportionnée.

Le moyen n'est pas sérieux.

33. Une des conditions requises pour pouvoir ordonner la suspension d'extrême urgence des actes attaqués n'est donc pas établie.

La demande de suspension doit être rejetée.

VI. La demande de mesures urgentes et provisoires

34. La requérante a introduit une demande de mesures provisoires d'extrême urgence par acte séparé. Par cette demande, elle invite le Conseil à « enjoindre la partie défenderesse de prendre une nouvelle décision quant à la demande de visa dans les cinq jours de la notification de l'arrêt suspendant l'acte attaqué ».

35. La demande de mesures provisoires est l'annexe de la demande de suspension de l'acte attaqué. Dès lors que cette demande de suspension a été rejetée, le même sort doit être réservé à la demandes d'ordonner des mesures provisoires.

VII. Dépens

En application de l'article 39/68-1, § 5, alinéas 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980, la décision sur le droit de rôle, ou son exemption, seront prises, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Article 2

La demande de mesures provisoires d'extrême urgence est rejetée.

Article 3

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt août deux mille dix-neuf, par :

M. S. BODART, premier président.

Mme S.-J. GOOVAERTS, greffier assumé.

Le greffier, Le président,

S.-J. GOOVAERTS

S. BODART